



## Point presse Le 9 novembre 2007

Permettez d'ouvrier notre échange sur la situations sociale et économique du pays. Nous avons qualifié la rentrée d'inédite même si, effectivement, nous avons aussi considéré qu'il n'y avait pas eu de pause estivale.

Le Gouvernement est bousté par un Président omniprésent qui multiplie les interventions pour faire aboutir le cahier revendicatif du patronat.

La première étape a été de faire un cadeau de 13 milliards aux foyers les plus fortunés, pour ensuite, porter rapidement atteinte au droit de grève, sous prétexte de mettre en place un service minimum.

Ces lois passées il a aligné les interventions sur le terrain social et, à chaque chantier ouvert, aux conférences programmées, déjà il annonçait sur quoi il attendait des résultats de la négociation.

Dans un calendrier très serré, il met le paquet, attaque toutes les garanties sociales collectives. Il cherche à nous donner le tournis, en espérant en remettre en cause le plus possible.

Avec ce double objectif, d'une part, éviter que les salariés mesurent les enjeux à long terme et, d'autre part, limiter les marges de manœuvre pour la négociation.

**Pour la CGT, dans un pays moderne, on doit respecter la démocratie.**

Nous avons toujours été convaincus que la marge de manœuvre était plus grande que la situation ne le laissait entrevoir, pour peu que nous tenions notre rôle syndical.

Pour sortir de la crise, le pays a besoin de réformer et cette exigence de changement est portée par les salariés que ce soit sur les questions économiques, sociales et démocratiques.

Si les salariés souhaitent des changements profonds, la CGT les revendique aussi.

**Nous sommes une organisation de transformation sociale,** pas une organisation de statu quo.

Mais cela ne veut pas dire accepter n'importe quoi.

La précarité, les bas salaires, le chômage de masse, la pénibilité du travail, les maladies professionnelles, les atteintes aux libertés syndicales et les entraves à l'instauration d'une démocratie sociale fondée sur la reconnaissance et la représentativité des organisations, les inégalités salariales, les discriminations, les petites retraites... voilà l'existant et voilà ce que nous voulons changer !

Non seulement **nous n'avons pas peur des réformes** mais nous les revendiquons.

Le MEDEF pousse ses réformes. Nous pouvons lui imposer les nôtres, mais pour cela il nous faut être à l'offensive.

C'est avec cet objectif que la CGT a décidé de participer à la manifestation nationale du 13 octobre à Paris, afin que le Patronat et le Gouvernement prennent en compte la réalité des travaux pénibles, alors que depuis 2003, la négociation sur la pénibilité du travail s'enlise.

Le 13 octobre a été une grande journée de lutte pour la solidarité et donc pour obtenir un nouveau financement de la Sécurité Sociale, pour s'opposer à la mise en place des franchises médicales et faire reconnaître la pénibilité du travail.

### **Sans réponse solidaire, il n'y aura pas de conquêtes sociales.**

Si la CGT se prononce pour l'égalité de traitement de tous les salariés mais avec la prise en compte de la spécificité, les contrats sociaux de certaines professions et de la pénibilité de certaines activités, il faut mettre tout sur la table et nous verrons qui sont les vrais privilégiés dans le pays.

Selon les calculs de la Cour des Comptes, c'est une ardoise de 25 milliards dans les comptes sociaux du fait de la non-taxation des bénéficiaires des stocks options.

Concernant la **journée de lutte au 18 octobre**, elle a été exceptionnelle à plus d'un titre :

- ✓ Fort pourcentage de grévistes,
- ✓ 73,5 % chez les cheminots,
  - 78 % en Bretagne
- ✓ 70 % à la RATP
- ✓ et près de 75 % à EDF-GDF,

Avec les organisations territoriales,

- ✓ Des manifestations convergentes ont été organisées : 6 sur la région :
- ✓ De nombreuses délégations du privé étaient présentes.
- ✓ Près de 15 000 manifestants sur la région : 300 000 dans tout le pays.

Cette journée a favorisé le développement du climat revendicatif dans toutes les entreprises.

Sur la Région, dès le 06 octobre, nous comptons 2 500 manifestants dans les rues de Brest pour la défense de l'emploi **contre les licenciements chez Jabil** où 600 emplois sont menacés, 290 à moyen terme.

Dans la continuité, l'U.L. de Brest est à l'initiative d'une nouvelle mobilisation avec F.O., Solidaire et la F.S.U., le 17 novembre prochain.

Les salariés de **l'entreprise, sous-traitante de chez Alcatel à** 95 %, ne sont pas près d'être rassurés ; c'est une nouvelle annonce de moins 4 000 emplois dans le groupe Alcatel-Lucent

après les 12 500 annoncés en février dernier. Le 31 octobre, les sites de Lannion, Rennes et Orvault débrayaient pour exprimer leur inquiétude.

Une nouvelle fois, la CGT a été et continue d'être très active pour le développement de la lutte, sur une région où la CFDT est majoritaire. C'est cette démarche unitaire qui a guidé les Camarades de l'UD des Côtes d'Armor en décidant de reporter au 20 octobre la manifestation départementale contre les **franchises médicales**.

Présence de la CGT aussi le 24 octobre à **Vannes contre la réforme de la carte judiciaire**.

Les 29 et 30 octobre, les salariés de **chez Gomma à Rennes** manifestaient devant l'usine touchée une nouvelle fois par un plan de licenciement.

Le 25 octobre aussi, sur le **site SAGEM à Fougères**, 250 salariés ont débrayé contre la vente de sites de la branche à un fond de pension américain. Aujourd'hui, tous les sites du groupe sont en grève.

Depuis le 5 novembre, **les salariés des combustibles de l'ouest bloquent les entrepôts Total**. Ils exigent des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

**Le conflit engagé par les marins pêcheurs du sud Bretagne met une nouvelle fois en évidence les difficultés liées à la question du pouvoir d'achat.**

Tous les jours, les salariés sont confrontés à des hausses de prix des biens de consommations. La hausse du carburant que l'on connaît actuellement dépasse les limites du raisonnable.

Le vrai problème posé par les marins, patrons-pêcheurs, ou matelots, est bien celui de la reconnaissance et de la valorisation du travail par le salaire. Il est celui de pouvoir exercer dans des conditions humaines son travail et de pouvoir en vivre.

Les raisons qui ont mis le secteur de la pêche dans cette situation sont multiples. D'une part, l'augmentation des coûts du carburant, le comportement des compagnies pétrolières qui privilégie la spéculation financière et engrangent des profits énormes sans répondre aux besoins.

Sont également en cause les politiques européennes en matière de pêche, ainsi que l'état français, qui depuis des années réduisent les zones de pêche en imposant des quotas qui diminuent la flottille.

Ces directives organisent une concurrence faussée entre différents pays européens.

Les propositions faites par le président de la république ne répondent en rien aux problèmes de l'avenir de la pêche et des pêcheurs. Si elles peuvent amoindrir les difficultés réelles des marins pêcheurs dans l'immédiat, elles reportent de manière plus accrues les difficultés en particulier sur l'avenir de la couverture sociale des marins.

L'avenir de la pêche dans une conception de développement durable mérite des réponses qui obligatoirement vont s'affronter aux logiques de rentabilité financière et de la politique européenne en la matière. La mobilisation des marins doit permettre d'apporter de vraies réponses.

C'est dans ce sens que le président doit mener sa croisade s'il entend réellement répondre aux besoins des salariés.

Dans ce contexte, la situation sociale, économique et la courbe de l'emploi industriel de la Bretagne demandent, nous voulons ouvrir **des perspectives aux salariés**, que ce soit sur le contenu des propositions et sur l'activité revendicative à développer.

Qui dit emploi, dit vie, et pour vivre sur un territoire il y a des besoins auxquels il faut répondre : transport, santé, éducation, formation professionnelle, développement économique et social, ce qui pose en grand la question des services publics.

Bien souvent, nous sommes le dos au mur, face à des plans sociaux qui nous tombent dessus, des fermetures d'entreprises, des suppressions de services publics et des privatisations. Nous avons travaillé sur l'anticipation nécessaire à avoir (CGT force de propositions) sur le rapport de force, sur la dimension unitaire et la recherche de convergences.

C'est tout le sens de la campagne que nous pourrions lancer pour **travailler et vivre en Bretagne** en organisant des assises de l'emploi et des services publics au niveau des pays voire des bassins d'emploi, afin de faire exprimer les besoins et de travailler sur les réponses à apporter aux attentes des salariés et des populations.

Partir des besoins des femmes et des hommes, là où ils travaillent et vivent, y répondre, c'est générer de l'emploi. Cette question est centrale, c'est elle qui structure un aménagement durable du territoire.

Mais pas de l'emploi précaire, du travail, du vrai, pas du précaire qui condamne bien souvent les jeunes à rester chez leurs parents bien plus longtemps qu'auparavant et engendre un mal vivre.

Non, ce n'est pas de cela dont nous parlons, mais de véritables emplois, avec une formation qualifiante, des garanties collectives, des salaires reconnaissant les compétences, un statut du travail salarié et une sécurité sociale professionnelle que nous devons faire vivre comme perspective gagnable parce que juste.

Partir de là où travaillent et vivent les **Bretons et construire des réponses à leurs attentes** dans l'**entreprise**, en matière de **conditions de travail**, de **salaires**, d'**emplois** mais aussi de **garde pour les enfants**, de **transports** pour aller au boulot, **d'accueil des personnes âgées**, de **logement**...

La période qui va s'ouvrir va donc être **une période intense de mobilisation**. Il va falloir répondre aux attaques du Patronat et du Gouvernement, éviter la division syndicale sans s'enfermer dans une posture uniquement défensive.

C'est ce à quoi a travaillé la Fédération des Cheminots en s'appuyant sur le rapport de force créé le 18 octobre. Six fédérations ont décidé d'une grève reconductible à partir du 13 novembre, à 20 heures, la CFDT a rejoint l'appel de 24 heures.

Ceux de la RATP ont une démarche parallèle à celle des Cheminots.

L'objectif de la CGT est bien de gagner sur le cadre de la réforme des régimes spéciaux, pour les salariés concernés bien sûr, mais aussi pour se mettre en condition la plus favorable pour gagner sur la réforme d'ensemble des retraites du régime général.

Ce choix nous conduit à argumenter fortement non seulement en défense des acquis des salariés, visés par la réforme des régimes spéciaux, mais de le faire en gagnant la conscience des millions d'autres à l'importance d'être solidaires autour d'enjeux communs pour la réforme des retraites qui se profile pour début 2008.

Le piège tendu par **Nicolas Sarkozy** : opposer les différentes catégories de salariés les unes aux autres, affronter le mouvement syndical et singulièrement la CGT là où elle est la plus forte, isoler et abattre le mouvement social, dans ce secteur pour dégager la voie à d'autres réformes antisociales de grande ampleur.

Cette démarche se construit avec les syndicats dans les entreprises qui sont dans les territoires, le local, dans le pays, le département, en région et nationalement.

Sur les questions salariales, la Fédération des Activités Postales et Télécommunications a été à l'initiative d'une rencontre unitaire pour lancer un appel à la grève aux côtés des Fonctionnaires le 20 novembre. Trois organisations syndicales de fonctionnaires de justice CGT, UNSA.J et CFDT se sont exprimées contre la réforme de la carte judiciaire.

Ajoutons à cela l'adresse des cinq confédérations au Premier Ministre à l'occasion du projet de loi sur le financement de la Sécurité Sociale pour 2008 qui prévoit l'institution de franchises médicales, tout en les refusant, elles exigent un débat sur les perspectives, tant sur le financement de la santé que sur l'organisation du système de soins.

Comment allons-nous aborder la prochaine période sur la région ?

**L'actualité sociale a été riche en octobre.** Pas une semaine sans qu'une initiative revendicative n'ait impliqué une organisation professionnelle et territoriale.

Depuis le début de la semaine, c'est un bouillonnement revendicatif.

Au regard de cette activité revendicative qui se développe en Bretagne, la meilleure façon de construire les alternatives, c'est de partir des besoins des salariés et des citoyens, de les transformer avec les syndiqués et les salariés en perspectives revendicatives, pour imposer au Gouvernement et au Patronat des négociations sur les cahiers revendicatifs.

Allez à la rencontre des salariés, débattre, construire avec eux l'avenir est essentiel. C'est l'objectif que se fixe la Confédération au travers du 4 pages **« Résolument avec vous »**.

Pour la CGT, **la dimension unitaire n'est pas une déclaration de principe**, elle est aussi source d'efficacité pour gagner, nous l'avons vu pour le CPE. Mais, la meilleure façon de la cimenter, c'est bien de la construire à partir de l'entreprise, du territoire, c'est d'ailleurs une aspiration forte des salariés.

Bien sûr, l'unité est un combat. Elle ne peut se résumer à des débats de directions syndicales. Elle doit se construire à partir d'un contenu revendicatif débattu avec les syndiqués et les salariés. Au regard des enjeux auxquels nous sommes confrontés, pas une seule organisation ne peut aujourd'hui imaginer qu'elle pourra à elle seule peser suffisamment pour faire reculer la visée libérale idéologique que nous connaissons.

Il y a forcément des différences d'appréciations, des divergences entre organisations, mais il y a aussi des convergences sur lesquelles nous devons travailler sous le contrôle des salariés. La CGT a un rôle important à jouer dans cette démarche attendue par les salariés. Certes, il ne s'agit pas de gommer ces différences, mais de faire vivre une démarche démocratique imparable. Cela passe par une culture du débat, par de l'information, de l'argumentation, de la démonstration. C'est cette démarche que nous avons essayée de construire avec le lourd handicap qu'est la première organisation syndicale de la région et qui s'attache à travailler des majorités de gestion, y compris avec les patrons.

**Donnons la parole à tous les salariés.**

Ayons bien en tête qu'aucune initiative ne s'oppose mais que notre démarche est guidée par la volonté de partir des besoins des salariés actifs et retraités, des privés d'emploi, en ayant le souci de travailler la cohérence entre professions, sur des formes d'action adaptées aux réalités locales.

### **En Bretagne, région de bas salaires,**

- ✓ dans un pays où l'amélioration du pouvoir d'achat est la première revendication,
- ✓ dans une région qui est l'une des plus touchée par l'augmentation du coût du logement, avec des pressions salariales fortes du fait de la précarité, des temps partiels non choisis et du niveau élevé des emplois saisonniers,

comment allons-nous aborder la venue du Président de la République qui envisage un Conseil des Ministres décentralisé, initialement prévu fin janvier-début février et qui pourrait être avancé courant décembre. Au regard de la conception qu'a le Président du dialogue social et des libertés syndicales (en Corse, il a purement et simplement interdit la manifestation organisée par la CGT, la CFDT et la FSU, et dans le même temps, des largesses étaient accordées aux militants nationalistes) ; ça c'est la démocratie rénovée !

Autre exemple de démocratie, les conférences du Gouvernement (pas celle du C.R.B.) se sont achevées sur des annonces de groupes de travail, de rapports demandés sur des projets gouvernementaux déjà dans les tuyaux.

Nous avons décidé de faire de cette période **un grand moment de débats et d'expression des revendications à tous les niveaux**, de dépôt des cahiers de revendications dans les entreprises, dans les professions, les départements. Nous mettons en débat l'organisation d'un grand rendez-vous convergent le jour ou avant le Conseil des Ministres pour exprimer les revendications des salariés actifs et retraités et privés d'emploi de la Bretagne. Démarche qu'il nous faudra travailler unitairement à partir des entreprises, des localités, .

Partout où la CGT est représentée, **elle mettra tout en œuvre pour faire progresser le climat revendicatif**. Afin d'appuyer toutes les mobilisations, elle prendra les décisions à tous les niveaux qui s'imposent au fur et à mesure où se concrétisent les convergences revendicatives et unitaires.

La CGT Bretagne a toujours été force de proposition en direction de l'Etat et du conseil régional.

Vous avez eu l'occasion de prendre connaissance des démarches initiées auprès du conseil régional depuis la dernière conférence qui nous ont amené à développer nos propositions sur :

- ✓ Les transports,
- ✓ Les infrastructures,
- ✓ Sur le transfert des ports, des aéroports, la décentralisation, la recherche, l'éducation, les N.T.I.C. sur la sécurité sociale professionnelle... pour n'énumérer que quelques-unes.

Actuellement deux dossiers sont encore en cours de discussion, c'est d'une part, notre demande de **conditionner l'attribution des aides publiques** à des critères sociaux. Le 5 octobre, nous nous sommes rendus à cet échange avec la ferme intention que les 5 axes que sont :

- ✓ l'égalité professionnelle,
- ✓ le développement de l'accès à la formation
- ✓ Le développement du dialogue social
- ✓ L'amélioration de la qualité de l'emploi et du travail



- ✓ Et le développement durable

Soient négociés dans les entreprises qui demandent des aides avec des engagements concrets mesurables dans le temps.

Cette démarche inciteraient les entreprises à consulter les I.R.P. et à en mettre en place là où il n'y en a pas.

N'aurions-nous pas, un outil de plus pour travailler sur la délégation interentreprises et la création de CHSCT de site ?

A noter qu'à la dernière minute, la nouvelle rencontre prévue la semaine dernière a été reportée. Les patrons mais aussi la C.F.D.T. estiment que le Conseil Régional va trop loin sur le contrôle des fonds (sans commentaires !).

**Un travail interrégional** aussi, sur la maritimité, l'énergie et la filière de déconstruction de bateaux, autant de points qui vous ont été adressés dans le cadre de la préparation de la conférence et vous avez un bilan d'activité dans vos dossiers remis ce matin. Nous rappelons que ce bilan illustre une réelle volonté de construire mais nous révèle aussi les difficultés de la prise en compte des questions revendicatives régionales et du besoin de mieux mutualiser, d'organiser le travail collectif et faire mieux ensemble.

C'est avec cet objectif que depuis le 48<sup>e</sup> congrès nous travaillons plus particulièrement sur la **mise en œuvre des décisions confédérales** au regard des champs d'intervention du Comité Régional et sur le « travail ensemble professions et territoires ».

Ainsi, régionalement, il nous faut (mieux) définir les champs d'intervention :

- ✓ Le développement économique, l'activité industrielle, la recherche, l'innovation
- ✓ Le lien à faire entre l'emploi, les conditions de travail, la santé dans les territoires
- ✓ La formation professionnelle et initiale, en lien avec notre proposition d'un statut du travail salarié
- ✓ Les infrastructures et les transports.

Les questions de l'eau ou comme nous l'avons engagé sur la filière automobile avec un nouveau rendez-vous le 22 novembre ou encore sur la déconstruction de bateaux, démontrent que sans la relation directe avec les Fédérations et les syndicats concernés.

**Les élections prud'homales**, dans un an, seront une étape et un moment fort pour mesurer notre influence.

D'ores et déjà, la campagne prend forme. Dès ce mois, ce sont les inscriptions sur les listes électorales et le lancement des appels à candidatures qu'il faut engager en direction des syndicats.

Je vous remercie de votre écoute en espérant ne pas avoir été trop long, je vous souhaite de bons travaux, à nous tous.